

**Accord de Consortium
PROJET ANR ApiAppS**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Aix-Marseille Université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est au 58, Bd Charles Livon, 13284 Marseille cedex 7, n° SIREN 130 015 335, représentée par son Président, M. Yvon BERLAND,
Ci-après dénommée « AMU »,

ET

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est sis 101, rue de Tolbiac – 75654 PARIS Cedex 13, représenté par son Directeur Général, M. André SYROTA et par délégation, par M. Dominique Nobile Administrateur Délégué Régional Provence Alpes Côte d'Azur et Corse (ADR2),
Ci-après dénommée « INSERM »,

AMU et INSERM agissant conjointement au nom et pour le compte de l'UMR_S 910 GMGF – Génétique Médicale et Génomique Fonctionnelle – dirigée par Monsieur Nicolas LEVY et situé à la Faculté de Médecine de la Timone, 27 Boulevard Jean MOULIN, 13385 Marseille Cedex 05.
Ci-après désigné par le « LABORATOIRE ».

Compte tenu de la Convention particulière de Mixité du 19 mai 2009 et de son avenant n°1 du 12 mars 2013 signé entre l'INSERM et AMU, AMU est mandatée par l'INSERM pour signer et assurer la gestion administrative et financière du présent Contrat.

ET

L'Institut de Recherche pour le Développement, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 44 bd de Dunkerque, CS90009, 13572 Marseille Cedex 2,
N° SIRET : 180006025 00159, représenté par Monsieur Jean-Paul MOATTI, Président-Directeur Général de l'IRD.

ci-après désignée l'« IRD»

AMU, l'INSERM et l'IRD sont ci-après conjointement désignés par les « ETABLISSEMENTS ».

ET

L'Université Lumière Lyon 2, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est sis 18 quai Claude Bernard – 69365 Lyon Cedex 07 – représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,
Ci-après dénommée « ULL2 »;

L'ULL2 agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire Groupement de Recherche en Psychologie Sociale (GRePS – EA 4163), situé au 5 avenue Pierre Mendès-France, 69500 BRON, dirigé par Marie PREAU.

ET

Université de Nice Sophia Antipolis, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est au 28 avenue de Valombrose, 06107 Nice, Grand Château BP 2135, dont le président est Madame Frédérique VIDAL,

L'Université de Nice Sophia Antipolis, agit au nom et pour le compte du Laboratoire DERMG situé à l'UFR de Médecine de Nice – Département d'enseignement et de Recherche en Médecine Général au 28 avenue de Valombrose, 06107 Nice, Cedex 02.

ET,

DMD Santé, société par actions simplifiée, enregistrée au RCS de Reims sous le numéro 752 489 039, dont le siège est sis rue la Boétie, 75008, Paris représentée par son directeur Monsieur Guillaume Marchand.

ET,

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rouen, situé 1 rue de Germont, 76031 Rouen, Cedex 01, représenté par son directeur Madame Isabelle LESAGE.

Le CHU de Rouen agit au nom et pour le compte de l'EA 4108 – D2IM – situé rue de Germont, cours Leschevin, porte 21, 3^{ème} étage, 76031 Rouen.

ET,

Silk Informatique, Société à responsabilité limitée, située 40 b avenue General Patton 49000 Angers, dont le numéro SIRET est 38858607500037, et dirigée par Monsieur Christian SIMON.

Chaque partenaire est ci-après individuellement désigné par la « PARTIE » et collectivement par les « PARTIES ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIV :

Les PARTIES disposent chacune d'une expérience et de compétences avérées et susceptibles d'être utilisées dans les domaines de l'aide à prescription ou à la recommandation d'applications et d'objet mobile de santé adaptés aux caractéristiques des patients

Compte tenu de leur complémentarité dans ce domaine, les PARTIES ont élaboré le projet ApiAppS ayant pour objet l'Aide à la prescription individualisée d'applications et objets mobiles de santé, ci-après le « PROJET », dans le cadre de l'Appel à Projet générique 2017 de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

L'objectif du PROJET est d'identifier, explorer et lever les verrous scientifiques existant pour mettre à disposition du médecin un système d'aide à la prescription/recommandation de dispositif(s) mHealth adapté(s) au profil du patient, qui soit interopérable avec les sources d'information utilisées (dossier patient informatisé (DPI) du patient et banque de connaissances médicales), et qui prenne en compte, dès sa conception, le contexte psychosocial particulier de la prescription/recommandation de dispositif mHealth (impact sur la relation médecin-patient ; perceptions, attentes et appropriation des technologies mobiles pour la santé par les deux parties).

Le PROJET ayant été retenu par l'ANR, les PARTIES, qui ont individuellement conclu une convention d'aide avec l'ANR ou reçu une notification d'aide, entendent désormais, dans le présent accord, fixer les modalités relatives à l'exécution du PROJET, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Dans le présent ACCORD les termes suivants, employés en lettres majuscules, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

1.1 ACCORD :

L'ensemble constitué par le présent ACCORD et ses Annexes, ainsi que ses éventuels avenants.

1.2 BREVETS NOUVEAUX :

Toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des RESULTATS.

1.3 CODE EXECUTABLE :

Tout LOGICIEL exprimé en langage machine et exécutable à partir d'un ordinateur.

1.4 CODE SOURCE :

Tout LOGICIEL exprimé dans un langage de programmation compréhensible par un être humain, y compris l'ensemble des informations incluses dans le CODE SOURCE.

1.5 COMITE :

Instance de pilotage constituée conformément à l'article 5.2 ci-après.

1.6 CONNAISSANCES PROPRES :

Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les LOGICIELS, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, et tous les DROITS DE PROPRIETE

INTELLECTUELLE en découlant, nécessaires à l'exécution du PROJET, appartenant à une PARTIE ou détenue par elle avant la DATE D'EFFET de l'ACCORD ou indépendamment de la réalisation du PROJET et sur lesquels elle détient des droits d'UTILISATION et/ou d'EXPLOITATION, sous réserve des droits des tiers.

Les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES sont listées à l'Annexe 2.

Chaque PARTIE pourra seule demander à faire évoluer pendant le PROJET la liste de ses CONNAISSANCES PROPRES en Annexe 2, selon la procédure du COMITE précisée à l'article 5.2.2 ci-après.

1.7 COORDONNATEUR :

Le COORDONNATEUR du PROJET tel que défini à l'article 5.1 ci-après.

1.8 DATE D'EFFET :

La DATE D'EFFET de l'ACCORD est fixée au 15 mars 2018 , sous réserve de la signature de l'ACCORD par les PARTIES.

1.9 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE :

Tous droits d'auteur, droits de propriété intellectuelle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, droits sur les LOGICIELS, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données et tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle.

1.10 INFORMATIONS CONFIDENTIELLES :

Toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, savoir-faire, LOGICIELS, communiquées, quel que soit le support utilisé, par la PARTIE qui les détient à une ou plusieurs autres PARTIE(S) au titre de l'ACCORD et pendant la durée de validité du présent ACCORD, et pour lesquelles la PARTIE qui communique ces informations a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel dans les conditions suivantes.

La détermination du caractère confidentiel des informations transmises par écrit résultera de l'apposition d'une mention "confidentiel" ou de toute autre mention appropriée, compréhensible par les PARTIES et adaptée au support utilisé pour leur transmission.

Quant aux informations qui auraient été communiquées oralement, visuellement ou sur un support non marquable, cette confidentialité devra être portée à la connaissance de la PARTIE les recevant, au moment de leur communication, et devra être confirmée par écrit par la PARTIE qui communique ces informations à la ou les PARTIE(S) les recevant dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur communication. Il est entendu que pendant cette période de trente (30) jours calendaires, ces informations devront être traitées par la ou les PARTIE(S) les recevant comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES. Les PARTIES reconnaissent que les RESULTATS et les CONNAISSANCES PROPRES des autres PARTIES identifiés comme tels constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

1.11 LOGICIELS :

Ensemble des programmes, sous forme de CODE SOURCE et/ou code objet, et éventuellement la documentation, relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitements de données.

1.11.1 LICENCE LIBRE :

Toute licence conforme aux critères définis par la free software foundation (<http://www.fsf.org>).

1.11.2 LICENCE OPEN SOURCE

Toute licence conforme aux principes définis par l'Open Source Initiative (<http://www.opensource.org>).

1.12 PART DU PROJET :

Part des travaux mise à la charge d'une PARTIE, telle que définie à l'Annexe 1 à l'ACCORD.

1.13 PARTIES COPROPRIETAIRES :

PARTIES copropriétaires de RESULTATS COMMUNS, telles que définies à l'Article 7.3 ci-après.

1.14 PROJET :

PROJET de recherche intitulé ApiAppS faisant l'objet de l'ACCORD et décrit à l'Annexe 1.

1.15 RESULTATS :

Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution du PROJET, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les LOGICIELS, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE en découlant, générés par une ou plusieurs PARTIES, ou leurs sous-traitants, dans le cadre du PROJET.

1.16 RESULTATS COMMUNS :

Tous RESULTATS développés conjointement par le personnel d'au moins deux (2) PARTIES au titre du PROJET.

1.17 RESULTATS PROPRES :

RESULTATS obtenus par une PARTIE seule, sans le concours d'une autre PARTIE, c'est-à-dire sans contribution intellectuelle et/ou inventive de sa part, dans le cadre du PROJET.

1.18 UTILISATION :

Le droit d'utiliser les CONNAISSANCES PROPRES et RESULTATS, à des fins de recherche et à l'exclusion de toute EXPLOITATION. L'UTILISATION dans le cadre de partenariats avec des tiers requiert l'autorisation de la PARTIE propriétaire.

1.19 EXPLOITATION :

Tout acte d'exploitation industrielle et/ou commerciale, notamment de cession et/ou concession de DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE relatifs à des CONNAISSANCES PROPRES ou à des RESULTATS, ou l'utilisation, directe ou par voie de licence, de tout ou partie de ces CONNAISSANCES PROPRES ou RESULTATS, que ceux-ci soient utilisés sous leur forme d'origine ou sous une forme dérivée, visant la distribution directe ou indirecte, à titre onéreux, de ces CONNAISSANCES PROPRES ou RESULTATS, ou de produits ou services les utilisant, les intégrant ou conçus grâce à ceux-ci.

La présente définition est applicable quelle que soit la nature des RESULTATS ou des CONNAISSANCES PROPRES exploités, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un titre de propriété intellectuelle, comme par exemple les algorithmes.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD

L'ACCORD a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du PROJET et de la collaboration entre les PARTIES,
- de fixer les règles de dévolution des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE des RESULTATS,
- de fixer les modalités et conditions générales d'accès aux CONNAISSANCES PROPRES et les modalités et conditions générales d'UTILISATION et d'EXPLOITATION des RESULTATS.

ARTICLE 3. NATURE DE L'ACCORD

Aucune stipulation de l'ACCORD ne pourra être interprétée comme constituant entre les PARTIES une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTIES.

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* est formellement exclu.

Par conséquent, la contribution et les moyens mis en œuvre par chacune des PARTIES pour l'exécution du présent ACCORD ne constituent en aucun cas des apports au sens de l'article 1832 du Code civil.

Aucune PARTIE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTIES ni de créer des obligations à la charge des autres PARTIES, en dehors du COORDONNATEUR dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits qui lui sont conférés en vertu de l'article 5.1.2 du présent ACCORD.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

4.1 REPARTITION DES PARTS DU PROJET

La répartition des PARTS DU PROJET entre les PARTIES et le calendrier de leur réalisation sont définis en Annexe 1.

Chaque PARTIE est responsable de l'exécution de sa PART DU PROJET correspondant à l'Annexe 1.

4.2 EXECUTION DE SA PART DU PROJET

Chaque PARTIE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter sa PART DU PROJET en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à cette exécution. Ainsi, chaque PARTIE est soumise à une obligation de moyen, et non de résultat : une PARTIE ne saurait être qualifiée de défaillante si l'exécution de sa PART DU PROJET ne conduit pas aux résultats escomptés ou à des résultats exploitables en dehors de toute négligence du personnel qualifié affecté à cette exécution.

Chaque PARTIE est tenue de faire part aux autres PARTIES, par l'intermédiaire du COORDONNATEUR, dans les meilleurs délais, de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa PART DU PROJET qui sont susceptibles de compromettre les objectifs du PROJET.

4.3 SOUS-TRAITANCE

4.3.1 Les sous-traitants listés en Annexe 4 sont considérés comme acceptés par les PARTIES.

Toute sous-traitance non prévue en Annexe 4 nécessaire à une PARTIE pour la réalisation d'une partie de sa PART DU PROJET, devra faire l'objet d'une information préalable écrite par cette PARTIE aux autres PARTIES via le COORDONNATEUR et devra être approuvée par les autres PARTIES. L'accord des autres PARTIES sera réputé acquis à l'issue d'un délai de quinze (15) jours calendaires sauf si l'une de ces PARTIES faisait valoir dans ce délai auprès du COMITE un intérêt légitime justifiant son opposition.

4.3.2 Dans tous les cas, chaque PARTIE sera pleinement responsable de la réalisation de la partie de sa PART DU PROJET qu'elle sous-traitera à un tiers, auquel elle imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD, notamment la confidentialité.

Chaque PARTIE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE sur les RESULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre du PROJET, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTIES dans le cadre de l'ACCORD.

La PARTIE qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne prétende à un quelconque DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou d'exploitation au titre des articles 7 et 8 ci-après.

Dans le cas d'une telle sous-traitance, toute utilisation par le sous-traitant des CONNAISSANCES PROPRES ou RESULTATS appartenant à une autre PARTIE sera subordonnée à l'accord préalable écrit de cette autre PARTIE et sera limitée aux seuls besoins de l'exécution de la partie de la PART DU PROJET concernée.

4.4 PRESENCE DE PERSONNELS DE L'UNE DES PARTIES DANS LES LOCAUX D'UNE AUTRE PARTIE

La présence de personnels de l'une des PARTIES dans les locaux d'une autre PARTIE, pour les besoins d'exécution du PROJET, obéira aux conditions suivantes :

- La présence de personnels devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de la PARTIE accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de la PARTIE qui emploie ces personnels, sauf convention expresse contraire.
- Lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu d'accueil qui leur seront communiquées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, les personnels accueillis demeureront sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de leur employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

4.5 OBLIGATIONS DES PARTIES A L'EGARD DE L'ANR

Dans le cadre d'opérations de contrôles et vérifications relatives au PROJET qui pourraient être effectuées par l'ANR pendant la durée de l'ACCORD et les cinq (5) ans suivant son expiration ou sa résiliation, chaque PARTIE s'engage à :

- Transmettre à l'ANR, par l'intermédiaire du COORDONNATEUR, toutes réponses ou pièces pour permettre à l'ANR de réaliser ces opérations de contrôle ;
- Laisser accéder aux locaux dans lesquels se déroulent les travaux de recherche relatifs au PROJET, toute personne habilitée par l'ANR et procédant aux opérations de contrôle.

ARTICLE 5. ORGANISATION

5.1 COORDONNATEUR

5.1.1 Désignation du COORDONNATEUR

D'un commun accord entre les PARTIES, AMU est désignée COORDONNATEUR du PROJET; le représentant personne physique, à la date de signature de l'ACCORD, est Monsieur Jean Charles DUFOUR.

La durée du mandat du COORDONNATEUR est de quarante-huit (48) mois.

Au-delà de cette période et dans l'hypothèse où la durée du présent ACCORD devrait être prorogée par voie d'avenant, le COORDONNATEUR sera prorogé dans ses fonctions.

5.1.2 Rôle et obligations du COORDONNATEUR

Le COORDONNATEUR est notamment chargé :

- d'être l'intermédiaire entre les PARTIES et l'ANR et entre les PARTIES et le COMITE,
- de diffuser aux PARTIES, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du PROJET, toutes correspondances d'intérêt commun en provenance de l'ANR, ou toutes correspondances à destination de l'ANR ayant notamment pour objet de lui faire part de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du PROJET,
- de rassembler et transmettre à l'ANR, selon l'échéancier défini par l'ANR, un compte-rendu sur l'état d'avancement du PROJET sur le plan scientifique, ainsi que, le cas échéant, un compte-rendu de fin de recherche au terme du PROJET.
- d'établir, diffuser et mettre à jour le calendrier général du PROJET et d'en contrôler son exécution,
- de transmettre à l'ANR une copie du présent ACCORD signé par l'ensemble des PARTIES dans un délai de douze (12) mois à compter de sa dernière date de signature,

- de transmettre à l'ANR une copie de tout avenant au présent ACCORD, dans un délai d'un (1) mois à compter de la signature dudit avenant,
- d'assurer la coordination des travaux entre les PARTIES et entre les lots de travaux du PROJET,
- d'organiser les réunions du COMITE en convoquant les PARTIES conformément à l'article 5.2.3,
- de mettre à jour les Annexes avec les éléments transmis par les PARTIES, et le cas échéant, validés par le COMITE,
- en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTIES, notamment celles visées à l'article 12, de collecter les propositions de solution émanant de chacune des PARTIES, d'en assurer la diffusion entre elles, d'en élaborer éventuellement la synthèse et de veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COMITE. Le cas échéant, le COORDONNATEUR en informera l'ANR.

5.1.3 Obligations des PARTIES à l'égard du COORDONNATEUR

Chaque PARTIE a les obligations suivantes :

- fournir au COORDONNATEUR les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans les délais impartis par l'ANR,
- porter à la connaissance du COORDONNATEUR l'état d'avancement de sa PART DU PROJET, selon une périodicité à définir d'un commun accord au sein du COMITE,
- transmettre au COORDONNATEUR ses demandes d'ajouts aux Annexes concernées dans un délai raisonnable et compatible avec les exigences de l'ANR,
- prévenir sans délai le COORDONNATEUR de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,
- transmettre au COORDONNATEUR, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des rapports techniques périodiques et le cas échéant du rapport de fin de recherche destiné à l'ANR trente (30) jours calendaires avant la remise du rapport concerné à l'ANR,
- communiquer au COORDONNATEUR tout changement, ponctuel ou définitif, de représentant au COMITE, au plus tard quinze (15) jours ouvrables avant la prochaine réunion de celui-ci.

5.2 LE COMITE

5.2.1 Composition du COMITE

Pour favoriser le bon déroulement du PROJET, il est créé un COMITE, composé d'un représentant de chacune des PARTIES. La liste de ces représentants est jointe en Annexe 3. Le COMITE est présidé par le représentant du COORDONNATEUR.

Toute PARTIE pourra remplacer, ponctuellement ou de manière définitive, son représentant, par notification écrite au COORDONNATEUR et aux autres PARTIES au plus tard quinze (15) jours avant la prochaine réunion du COMITE. Ce changement sera réputé accepté par les PARTIES dans les quinze (15) jours suivant envoi et ne pourra être contestée que sur la base d'un motif légitime. Tout remplacement définitif entraînera une mise à jour subséquente de l'Annexe 3 dans les conditions prévues par l'ACCORD à l'article 5.2.2.

Lorsque des PARTIES agissent en tant que tutelles d'une ou plusieurs structures communes de recherche (de type « UMR »), elles désigneront pour ladite ou lesdites structures un seul représentant au COMITE pour chacune des structures.

En tant que de besoin, ces représentants pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable aux autres PARTIES et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel des PARTIES, souscrive un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de l'article 9.1 ci-après, préalablement à sa participation au COMITE.

Une PARTIE peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre PARTIE s'il y a un conflit d'intérêt entre les activités de la PARTIE qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur.

Les spécialistes susvisés n'interviendront qu'à titre consultatif durant les réunions du COMITE.

5.2.2 Missions du COMITE

Le COMITE suit l'exécution de l'ACCORD, et notamment l'avancement du PROJET. Il veille au respect des échéances prévues dans l'Annexe 1 et en cas de besoin, décide, sur proposition du COORDONNATEUR ou d'une des PARTIES, des solutions à mettre en œuvre en cas de problème dans l'exécution technique ou le suivi administratif du PROJET. Il propose éventuellement toute modification relative à l'estimation financière et/ou au calendrier, sous réserve de l'approbation de l'ANR. Une telle modification ne peut en aucun cas alourdir la charge financière prévue initialement pour une quelconque des PARTIES sans l'accord préalable de cette dernière.

Le COMITE propose aux PARTIES, sous réserve de l'approbation de l'ANR, l'exclusion d'une PARTIE défaillante ou de l'intégration d'une nouvelle PARTIE pour la réalisation du PROJET.

Le COMITE constitue également une instance privilégiée pour la communication entre les PARTIES de toutes informations, qu'elles soient de nature technique, scientifique, industrielle, commerciale ou autre, liées au PROJET.

A ce titre, le COMITE assure notamment le suivi des éléments livrables et entérine les demandes d'évolution de l'Annexe 2.

Le COMITE est chargé de valider les demandes des PARTIES de mise à jour de l'Annexe 2 et de l'Annexe 3.

Le COMITE est aussi l'organe de concertation entre les PARTIES en cas de difficulté ou de litige.

5.2.3 Décisions du COMITE

Toutes les décisions du COMITE sont prises à l'unanimité de ses membres présents ou représentés.

Chacune des PARTIES dispose d'une seule voix. Par dérogation à ce principe, les PARTIES agissant au sein d'une structure commune de recherche (de type « UMR ») ne disposent que d'une seule voix en tant que structure de recherche. Dans l'hypothèse visée à l'article 5.2.2 alinéa 2 et à l'article 12 ci-après, la PARTIE défaillante ou souhaitant se retirer ne prend pas part au vote et la décision intervient à l'unanimité de tous les autres membres.

Chaque fois que l'unanimité ne sera pas atteinte, le COMITE réexaminera le(s) point(s) de désaccord dans un délai maximum d'un (1) mois. En cas de désaccord persistant au sein du COMITE, la question sera soumise aux représentants des PARTIES signataires de l'ACCORD.

Le COMITE se réunira au moins tous les six (6) mois pendant la durée du PROJET, sur convocation du COORDONNATEUR ou à la demande expresse de l'une des PARTIES.

La convocation (par courriel ou courrier) aux réunions du COMITE doit intervenir dans l'un des délais suivants :

- Pour une réunion à distance, un délai minimum de quinze (15) jours calendaires avant la date de réunion, ou
- Pour une réunion physique, un délai minimum de trente (30) jours calendaires avant la date de réunion.

La convocation mentionnera le nom des participants à la réunion ainsi que l'ordre du jour ; tout point supplémentaire à l'ordre du jour devra être adressé au COORDONNATEUR au moins sept (7) jours calendaires avant la date de réunion pour lui permettre d'en informer toutes les PARTIES.

Le COMITE ne pourra valablement siéger que si tous ses membres sont présents ou représentés. Chaque fois que le *quorum* n'est pas atteint, le COMITE doit à nouveau se réunir dans un délai d'un (1) mois et statuera alors sans condition de *quorum*.

Les réunions du COMITE feront l'objet de compte-rendus rédigés par le COORDONNATEUR et transmis à chacune des PARTIES dans les quinze (15) jours calendaires suivants la date de la réunion.

Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les PARTIES si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les PARTIES.

ARTICLE 6. MODALITES FINANCIERES

Chaque PARTIE recevra directement de l'ANR l'aide correspondant à sa PART DU PROJET, conformément aux stipulations de sa convention d'aide signée avec l'ANR ou décision d'aide particulière notifiée par l'ANR.

Chaque PARTIE supportera individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de sa PART DU PROJET.

A ce titre, les PARTIES transmettront à l'ANR, dans les trois (3) mois suivant la date de fin du PROJET, un relevé récapitulatif des dépenses effectuées dans le cadre du PROJET.

Les PARTIES déclarent qu'elles ne bénéficient, pour le présent PROJET, que du seul financement accordé par l'ANR. Les PARTIES s'engagent à informer sans délai l'ANR de tout autre financement qui pourrait leur être accordé au titre de la réalisation du PROJET.

Sans préjudice des stipulations des articles 7 et 8, l'ACCORD n'implique aucun flux financier entre les PARTIES.

ARTICLE 7. PROPRIETE

7.1 CONNAISSANCES PROPRES

Chaque PARTIE conserve la pleine et entière propriété de ses CONNAISSANCES PROPRES.

Il appartient à chacune des PARTIES d'informer les autres PARTIES, par l'intermédiaire du COORDONNATEUR, de l'identification, en cours de PROJET, d'autres CONNAISSANCES PROPRES nécessaires à l'exécution du PROJET et de justifier, le cas échéant, que celles-ci ont été acquises ou développées indépendamment du PROJET. L'Annexe 2 est complétée en conséquence, sous réserve d'être entérinée par le COMITE.

Aucun autre droit que ceux expressément prévus à l'ACCORD n'est concédé à une PARTIE sur les CONNAISSANCES PROPRES qui lui sont communiquées par une autre PARTIE. En particulier, la communication d'informations par une PARTIE aux autres PARTIES n'entraîne aucun transfert de propriété, ni aucune licence implicite autre que celle prévue à l'ACCORD sur lesdites CONNAISSANCES PROPRES.

7.2 RESULTATS PROPRES

Les RESULTATS PROPRES sont la propriété de la PARTIE qui les a générés seule. À ce titre, les éventuels BREVETS NOUVEAUX et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits RESULTATS PROPRES seront déposés à ses seuls frais, à son seul nom et à sa seule initiative. Les dépôts des demandes de brevet mentionneront le ou les noms des inventeurs concernés.

Chaque PARTIE s'engage à informer l'ANR de tout dépôt de brevet, certificat d'utilité ou certificat d'utilisation portant sur des RESULTATS PROPRES résultant du PROJET, dans un délai d'un (1) mois à compter du dépôt. Cette obligation d'information sera en vigueur pour la durée de l'ACCORD, et pendant les cinq (5) ans suivant son expiration ou sa résiliation.

7.3 RESULTATS COMMUNS

7.3.1 Principes de propriété des RESULTATS COMMUNS

Les PARTIES ayant généré des RESULTATS COMMUNS en sont par principe copropriétaires.

Toutefois, les PARTIES à l'origine d'un RESULTAT COMMUN pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES signeront, par acte séparé et avant toute EXPLOITATION, un accord définissant la répartition des quotes-parts selon leurs contributions matérielles, intellectuelles, financières et humaines respectives ainsi que les droits et obligations s'y rapportant, ainsi que la PARTIE désignée pour assurer la gestion et la valorisation du RESULTAT COMMUN, et reprenant pour ce qui concerne les RESULTATS COMMUNS brevetables et/ou relevant du droit d'auteur les principes exposés ci-dessous.

Dans le cas où des RESULTATS COMMUNS seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule PARTIE COPROPRIETAIRE. Il est entendu que lesdites tutelles

feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure.

7.3.2 RESULTATS COMMUNS brevetables : BREVETS NOUVEAUX COMMUNS

7.3.2.1 Gestion et procédure

Les PARTIES COPROPRIETAIRES décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevet déposées à leurs noms conjoints, et désigneront parmi elles celle qui sera chargée d'effectuer les formalités de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur. Elles pourront aussi décider de désigner un tiers pour effectuer ces formalités.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES s'engagent à informer l'ANR de tout dépôt de BREVET NOUVEAU COMMUN, certificat d'utilité ou certificat d'utilisation portant sur leurs RESULTATS COMMUNS issus du PROJET, dans un délai d'un (1) mois à compter du dépôt. Cette obligation d'information sera en vigueur pour la durée de l'ACCORD, et pendant les cinq (5) ans suivant son expiration ou sa résiliation.

Par ailleurs, les PARTIES s'engagent :

- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés (à moins qu'ils ne s'y opposent), en accord avec les dispositions légales en vigueur dans les demandes de brevet que l'une ou l'autre déposera ;
- à ce que leurs personnels respectifs, cités comme inventeurs, donnent toutes signatures et accomplissent toutes les formalités nécessaires pour le dépôt, le maintien en vigueur et la défense desdits BREVETS NOUVEAUX ;
- à se tenir mutuellement informées, par lettre recommandée avec accusé de réception, des dépôts et extensions de BREVETS NOUVEAUX effectués.

Chaque PARTIE fera son affaire de la rémunération de ses inventeurs.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX COMMUNS seront supportés par les PARTIES COPROPRIETAIRES en fonction de leur quote-part respective, définie au regard de leurs contributions matérielles, intellectuelles, financières et humaines respectives. Par exception, si une exclusivité est accordée à l'une des PARTIES pour l'EXPLOITATION des BREVETS NOUVEAUX COMMUNS, cette PARTIE supportera l'intégralité desdits frais.

7.3.2.2 Renonciation

Si l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES renonce à déposer ou, après avoir été PARTIE à des dépôts de BREVETS NOUVEAUX COMMUNS renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX COMMUNS dans un ou plusieurs pays, elle devra en informer la ou les autres PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) en temps opportun pour que celle(s)-ci dépose(nt) en son (leurs) seul(s) nom(s) et poursuive(nt) la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur de ce ou ces BREVETS NOUVEAUX COMMUNS à ses (leurs) seuls frais et profits. La PARTIE qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre à la ou

aux autre(s) PARTIE(S) de devenir seule(s) copropriétaire(s) du ou des BREVETS NOUVEAUX COMMUNS dans le ou les pays concernés.

Une PARTIE COPROPRIETAIRE sera réputée avoir renoncé au dépôt, à la poursuite de la procédure de délivrance ou au maintien en vigueur d'un BREVET NOUVEAU COMMUN, quatre-vingt-dix (90) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par la PARTIE COPROPRIETAIRE ou le tiers qui a été désigné conformément au premier alinéa de l'Article 7.3.2.1 pour effectuer les formalités de dépôt, de délivrance et de maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX COMMUNS.

Dans le cas où une PARTIE COPROPRIETAIRE renoncerait dans certains pays à la poursuite de la procédure et/ou au maintien en vigueur d'un BREVET NOUVEAU COMMUN, elle resterait engagée au titre du règlement de copropriété pour les autres BREVETS NOUVEAUX COMMUNS bénéficiant de la même date de priorité.

Il est entendu que la PARTIE COPROPRIETAIRE renonçant ne pourra se prévaloir d'aucun droit d'EXPLOITATION gratuit ni d'aucune rémunération au titre de l'EXPLOITATION par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES du ou des BREVETS NOUVEAU(X) COMMUN(S) concernés dans le ou les pays pour lesquels elle a abandonné la procédure.

Dans les pays où seule une PARTIE COPROPRIETAIRE souhaite protéger un RESULTAT COMMUN, les éventuelles demandes de BREVET NOUVEAU COMMUN en découlant sont déposées au seul nom et aux seuls frais de cette PARTIE et à sa seule initiative. Cette PARTIE est seule bénéficiaire d'éventuels revenus de valorisation issus de l'EXPLOITATION dudit BREVET NOUVEAU COMMUN dans le ou les pays désignés.

7.3.2.3 Cession

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE a le droit de céder sa quote-part de copropriété sur les BREVETS NOUVEAUX COMMUNS.

Toutefois, en cas de cession projetée par une PARTIE COPROPRIETAIRE, la ou les autres PARTIES COPROPRIETAIRES disposeront d'un droit de préemption dans les conditions qui suivent.

La PARTIE cédante devra notifier son projet de cession par lettre recommandée avec avis de réception à la ou aux autre(s) PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) en indiquant, dans sa notification, sous réserve de ses éventuelles obligations de confidentialité, les conditions, notamment financières, de l'opération projetée, ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime.

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE disposera alors d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification, pour faire connaître à la PARTIE cédante, par lettre recommandée avec avis de réception, si elle entend ou non user de ce droit de préemption.

A défaut de réponse dans ce délai, la ou les PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) concernée(s) sera(ont) réputée(s) avoir renoncé à l'exercice de son (leur) droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption par une des PARTIES COPROPRIETAIRES non cédante, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par la PARTIE cédante, comme indiqué ci-dessus.

Tout PARTIE cédante s'oblige à inclure dans tout contrat de cession le détail des droits et obligations attachés aux BREVETS NOUVEAUX COMMUNS en cause.

7.3.2.4 Défense des BREVETS NOUVEAUX

Au cas où l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES suspecterait la contrefaçon d'un BREVET NOUVEAU COMMUN, les PARTIES COPROPRIETAIRES se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les PARTIES COPROPRIETAIRES dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES à la ou aux autre(s) PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) des actes de contrefaçon présumés d'un tiers, chacune des PARTIES COPROPRIETAIRES pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toute action qu'elle jugera utile.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES ayant participé à de telles actions ne seront redevables d'aucune garantie à l'égard de la ou des autres PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX COMMUNS en cause.

7.3.3 RESULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur

Dans l'hypothèse où les RESULTATS COMMUNS, à l'exception des LOGICIELS, relèvent du droit d'auteur, les PARTIES COPROPRIETAIRES employeurs des créateurs personnes physiques de ces RESULTATS COMMUNS (ci-après les « AUTEURS ») se concerteront afin d'envisager, le cas échéant, une cession en leur faveur des droits patrimoniaux des AUTEURS sur ces RESULTATS COMMUNS ainsi que les modalités de protection et d'exploitation des RESULTATS COMMUNS dans le respect des droits des AUTEURS.

Un règlement de copropriété entre les PARTIES COPROPRIETAIRES définira les droits détenus par chacune, notamment au regard de la spécificité des RESULTATS COMMUNS obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver.

Sous réserve des dispositions en vigueur du Code de la Propriété Intellectuelle, et notamment de ses articles L.111-1 et L.131-3-1, les PARTIES COPROPRIETAIRES concernées disposeront en particulier de tous les droits patrimoniaux permettant l'EXPLOITATION de ces RESULTATS COMMUNS dans tous les pays et pour la durée légale de leur protection par le droit de la propriété intellectuelle tels que reconnus par les lois actuelles, sans limitation d'étendue ni de destination.

Sous réserve des stipulations de l'article 8, les droits patrimoniaux comprennent de manière non limitative les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation, d'adaptation et d'exploitation.

S'agissant des RESULTATS COMMUNS qui constituent des LOGICIELS et conformément à l'article L113-9 du Code de la propriété intellectuelle, les PARTIES employeurs des AUTEURS seront réputées co-titulaires de tous les droits d'auteur afférents auxdits RESULTATS COMMUNS, à proportion de leurs contributions intellectuelles, matérielles, humaines et matérielles.

Une convention d'indivision entre les indivisaires sera établie entre les PARTIES COPROPRIETAIRES concernées avant toute EXPLOITATION, et définira les droits détenus par les PARTIES COPROPRIETAIRES concernées ainsi que les éventuelles LICENCES LIBRES / OPEN SOURCE attachées.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES décideront si les RESULTATS COMMUNS devront faire l'objet d'un dépôt de logiciel en leurs noms conjoints et /ou de toute autre protection.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES désigneront parmi elles la PARTIE qui sera mandatée pour agir en leur nom. A ce titre, cette PARTIE aura tout pouvoir pour accomplir les formalités nécessaires pour lui permettre de déposer les LOGICIELS auprès de l'Agence pour la Protection de Programmes (APP) notamment et d'assurer la continuité des dépôts pour les nouvelles versions de ces LOGICIELS. Elle pourra aussi décider de désigner un tiers pour effectuer ces formalités.

Les PARTIES s'engagent à ce que les noms des auteurs soient mentionnés et à ce que leurs chercheurs respectifs, cités comme auteurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes les formalités nécessaires aux dépôts. D'autre part, elles s'engagent à faire leur affaire de la rémunération de leurs propres chercheurs identifiés comme auteurs.

ARTICLE 8. UTILISATION / EXPLOITATION

Il est entendu que les licences d'EXPLOITATION concédées dans le cadre du présent article n'incluront pas le droit de sous licencier, sauf accord exprès de la PARTIE propriétaire ou des PARTIES COPROPRIETAIRES.

Toutefois, les PARTIES qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission bénéficieront, sur demande expresse, du droit de sous-licencier les droits ainsi concédés, sous réserve d'informer la PARTIE propriétaire ou les PARTIES COPROPRIETAIRES de l'objet de la sous-licence et du tiers qui en bénéficie.

8.1 CONNAISSANCES PROPRES

Sous réserve des droits des tiers et des stipulations de l'article 8.3 s'agissant des LOGICIELS, les CONNAISSANCES PROPRES pourront être utilisées et/ou exploitées comme suit.

8.1.1 UTILISATION/EXPLOITATION par la PARTIE détentrice

Chaque PARTIE dispose librement et peut librement UTILISER et EXPLOITER ses CONNAISSANCES PROPRES, sous réserve des stipulations des articles 8.1.2 et 8.1.3 ci-après.

8.1.2 UTILISATION par les PARTIES non détentrices aux fins d'exécution du PROJET

Chaque PARTIE concède sans contrepartie financière un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous licencier et non transférable d'utilisation de ses CONNAISSANCES PROPRES aux autres PARTIES, sur demande écrite de celles-ci, exclusivement lorsqu'elles leur sont nécessaires pour exécuter leur PART DU PROJET, pour les besoins exclusifs du présent ACCORD et pendant sa période de validité, et sous réserve de droits éventuels de tiers.

Chaque PARTIE s'engage à ne pas réutiliser dans un autre contexte les CONNAISSANCES PROPRES qui lui sont communiquées par les autres PARTIES dans le cadre du PROJET, à ne pas les communiquer à des tiers et, sauf autrement stipulé entre elles, à cesser de les utiliser à l'issue du PROJET.

8.1.3 UTILISATION /EXPLOITATION par les PARTIES non détentrices aux fins d'EXPLOITATION des RESULTATS

Pendant la durée de l'ACCORD et douze (12) mois après son terme, chaque PARTIE pourra concéder aux autres PARTIES, et sous réserve des éventuelles restrictions figurant à l'Annexe 2, et sous réserve des droits des tiers et d'engagements antérieurs, et/ou de résultat d'une négociation préalablement entreprise, sur leur demande écrite par un contrat de licence séparé, un droit non exclusif, non transférable, sans droit de sous-licence d'UTILISATION et/ou d'EXPLOITATION de ses CONNAISSANCES PROPRES et DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE y afférents, lorsqu'elles sont nécessaires à l'EXPLOITATION, par la PARTIE qui en fait la demande, de ses RESULTATS ou des RESULTATS sur lesquels elle a obtenu des droits d'EXPLOITATION.

Les conditions d'UTILISATION et/ou d'EXPLOITATION de ces CONNAISSANCES PROPRES seront alors fixées contractuellement entre les PARTIES concernées et négociées au cas par cas, à des conditions commerciales justes et raisonnables pour le secteur d'application considéré.

Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été demandée dans les conditions ci-dessus à l'issue du délai de douze (12) mois ci-dessus, l'engagement susvisé prendra fin.

8.2 RESULTATS

Sous réserve des stipulations de l'article 8.3 s'agissant des LOGICIELS, les RESULTATS et/ou les BREVETS NOUVEAUX pourront être utilisés et/ou exploités comme suit.

8.2.1 UTILISATION– EXPLOITATION de ses RESULTATS PROPRES par une PARTIE propriétaire

Chaque PARTIE est libre d'UTILISER, d'EXPLOITER ou faire EXPLOITER directement ou indirectement ses RESULTATS PROPRES sous réserve des droits des autres PARTIES prévus à l'article 8.2.3 ci-après.

8.2.2 UTILISATION– EXPLOITATION des RESULTATS COMMUNS par les PARTIES COPROPRIETAIRES

Pendant la durée du PROJET, et jusqu'à la conclusion de l'accord spécifique prévu à l'article 7.3 ci-avant, chaque PARTIE COPROPRIETAIRE ayant contribué à l'obtention des RESULTATS COMMUNS bénéficiera par défaut d'un droit non exclusif, non transférable et sans droit de sous-licence d'UTILISATION desdits RESULTATS COMMUNS, ce droit s'étendant au CODE SOURCE pour les RESULTATS COMMUNS de nature logicielle. (Cf ARTICLE 8.3) L'accord de toutes les PARTIES COPROPRIETAIRES est nécessaire en cas d'EXPLOITATION exclusive.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES disposent d'un droit non exclusif d'EXPLOITATION des RESULTATS COMMUNS.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES détermineront les conditions d'EXPLOITATION des RESULTATS COMMUNS préalablement à toute EXPLOITATION desdits RESULTATS COMMUNS dans le cadre du règlement de copropriété prévu à l'article 7.3.

Il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES COPROPRIETAIRES qu'en cas d'EXPLOITATION effective par une (ou plusieurs) PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) des RESULTATS COMMUNS et/ou BREVETS NOUVEAUX COMMUNS, que l'EXPLOITATION soit directe ou indirecte, la (ou les) PARTIE(S) qui exploite(nt) ou qui fait (font) exploiter les RESULTATS COMMUNS, s'engage(nt) à verser aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES des RESULTATS COMMUNS, une rémunération dont la nature et le mode de calcul seront définis :

- En référence aux procédés ou produits du même type existant sur le marché, en cas d'EXPLOITATION directe,
- En prenant en compte les sommes de toute nature perçues au titre de cette EXPLOITATION, notamment en cas d'EXPLOITATION indirecte,
- En prenant en compte la quote-part de propriété des PARTIES sur les RESULTATS COMMUNS.

Pour les BREVETS NOUVEAUX COMMUNS, il sera en outre tenu compte de la contribution de chaque PARTIE aux frais de dépôt, d'entretien et d'extension.

8.2.3 UTILISATION – EXPLOITATION de RESULTATS COMMUNS par les PARTIES non propriétaires

Sauf accord entre les PARTIES concernées, les droits prévus au présent article 8.2.3 seront non exclusifs et non cessibles et sans droit de sous licence. Dans le cas de RESULTATS

COMMUNS de nature logicielle, ce droit ne sera étendu qu'au CODE EXECUTABLE (Cf ARTICLE 8.3).

8.2.3.1 Aux fins d'exécution du PROJET

Chaque PARTIE propriétaire ou COPROPRIETAIRE s'engage à concéder sans contrepartie financière un droit d'UTILISATION de ses RESULTATS PROPRES ou de sa part de copropriété sur les RESULTATS COMMUNS, aux autres PARTIES, sur demande écrite de celles-ci, dans la mesure où elle le jugera nécessaire pour la réalisation du PROJET, ceci pour les besoins exclusifs du présent ACCORD et pendant sa période de validité, et sous réserve de droits éventuels de tiers.

8.2.3.2 Aux fins d'EXPLOITATION des RESULTATS

Pendant la durée de l'ACCORD et douze (12) mois après son terme, si l'EXPLOITATION de ses RESULTATS par l'une des PARTIES nécessite l'EXPLOITATION des RESULTATS d'une autre PARTIE, cette dernière s'efforce de favoriser cette EXPLOITATION et pourra concéder sur demande écrite et sous réserve du résultat d'une négociation préalablement entreprise et sous réserve de droits de tiers, une licence d'EXPLOITATION non exclusive de ses RESULTATS.

Les modalités de la licence, dont les conditions financières, seront négociées préalablement à toute EXPLOITATION, selon des conditions commerciales justes et raisonnables pour le secteur d'application concerné, et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les PARTIES concernées.

Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été demandée dans les conditions ci-dessus, à l'issue du délai de douze (12) mois ci-dessus, l'engagement susvisé prendra fin.

8.2.3.3 A des fins de recherche interne

Chaque PARTIE peut utiliser librement et gratuitement les RESULTATS PROPRES ou COMMUNS dont elle est propriétaire ou COPROPRIETAIRE, pour ses besoins de recherche interne et partenariale. Chaque PARTIE propriétaire ou COPROPRIETAIRE s'engage à négocier une licence non exclusive et non transférable et sans droit de sous-licence d'UTILISATION de ses RESULTATS aux autres PARTIES à des fins de recherche interne exclusivement.

Cette demande devra être faite par écrit, pendant la durée de validité de l'ACCORD et dix-huit (18) mois après son terme.

Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été demandée dans les conditions ci-dessus, à l'issue d'un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date d'expiration du PROJET, l'engagement susvisé prendra fin.

8.3

STIPULATIONS SPÉCIFIQUES AUX LOGICIELS

8.3.1 Lorsque les RESULTATS COMMUNS sont des LOGICIELS, chaque PARTIE COPROPRIETAIRE devra obtenir l'accord préalable de la ou des autre(s) PARTIE(S) COPROPRIETAIRE(S) si l'UTILISATION et/ou l'EXPLOITATION envisagée entraîne la communication des CODES SOURCES correspondants à des tiers ou à une ou plusieurs autres PARTIES non copropriétaires.

8.3.2 Lorsque les CONNAISSANCES PROPRES ou les RESULTATS sont des LOGICIELS, la PARTIE qui les reçoit au titre des articles 8.1.2, 8.1.3 et/ou 8.2.3 de l'ACCORD ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces LOGICIELS ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La PARTIE qui les reçoit s'interdit tous autres actes que ceux qui lui sont autorisés, selon les droits concédés à ladite PARTIE en vertu des articles 8.1.2, 8.1.3 et/ou 8.2.3, notamment tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation écrite et préalable de la PARTIE détentrice.

Il est expressément convenu entre les PARTIES que les droits d'UTILISATION et/ou d'EXPLOITATION sur des CONNAISSANCES PROPRES et/ou des RESULTATS d'une autre PARTIE accordés au titre des articles 8.1.2, 8.1.3 et/ou 8.2.3 n'entraînent pas l'accès aux CODES SOURCES des LOGICIELS concernés, sauf si cela est nécessaire à une PARTIE pour réaliser sa PART DU PROJET et sous réserve que cette dernière demande par écrit un tel accès à la PARTIE détentrice des droits sur ces LOGICIELS concernés.

Avant toute UTILISATION et/ ou EXPLOITATION, la remise des LOGICIELS concernés fera l'objet d'un contrat de licence entre les PARTIES concernées dans lequel seront précisées les conditions et modalités d'utilisation et/ou d'exploitation.

8.3.3 Il est convenu entre les PARTIES que celles-ci s'autorisent à utiliser pour la réalisation du PROJET, des composants LOGICIELS de nature OPEN SOURCE / LIBRE e. En cas d'utilisation de composants LOGICIELS de nature OPEN SOURCE / LIBRE, les PARTIES s'engagent à se tenir mutuellement informées des composants utilisés. Les PARTIES s'engagent alors à respecter les termes de la LICENCE OPEN SOURCE/ LIBRE attachée au composant.

Chaque PARTIE aura la possibilité de diffuser ses RESULTATS PROPRES de nature LOGICIELLE sous la LICENCE OPEN SOURCE / LICENCE LIBRE de son choix.

8.3.4 Lorsque les LOGICIELS sont des RESULTATS COMMUNS, leurs modalités d'EXPLOITATION, notamment par la voie d'une diffusion OPEN SOURCE / LIBRE, seront définies d'un commun accord entre les PARTIES COPROPRIETAIRES, et seront détaillées au sein de la convention d'indivision prévue par l'article 7.3.3 du présent ACCORD, en tout état de cause avant tout acte d'EXPLOITATION.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

9.1 CONFIDENTIALITE

9.1.1 Chacune des PARTIES, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres PARTIES ses seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elle juge nécessaires à la réalisation du PROJET. Aucune stipulation de l'ACCORD ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à communiquer ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE.

La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE (ci-après désignée la « PARTIE RECIPIENDAIRE ») d'une autre PARTIE (ci-après désignée la « PARTIE EMETTRICE ») s'engage, pendant la durée de l'ACCORD et pendant les trois (3) ans qui suivent la fin de l'ACCORD, quelle qu'en soit la cause, à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE EMETTRICE :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles, et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES de même importance,
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou à ses sous-traitants autorisés conformément à l'article 4.3.1 qui ont à en connaître pour la réalisation du PROJET et sous réserve qu'ils soient tenus de respecter des obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes,
- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'ACCORD, en tout état de cause, la PARTIE RECIPIENDAIRE reste responsable envers la PARTIE EMETTRICE du respect par ses sous-traitants autorisés et par ses personnels des obligations prévues au présent article 9.1.
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement sans l'accord préalable et écrit de la PARTIE EMETTRICE,
- e) ne soient pas décompilées (« reverse engineering ») totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n'ont pas été autorisées par la loi ou par la PARTIE de qui les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanent et ce de manière spécifique et par écrit.

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs copies, reproductions et duplications autorisées, transmises par la PARTIE EMETTRICE à une autre PARTIE, resteront la propriété de la PARTIE EMETTRICE, sous réserve des droits des tiers. Sur demande écrite de la PARTIE EMETTRICE et en tout état de cause à la fin du PROJET, la PARTIE RECIPIENDAIRE devra restituer à la PARTIE EMETTRICE ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ou les détruire dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande ou de la fin du PROJET. En cas de demande de destruction, la PARTIE RECIPIENDAIRE devra remettre à la PARTIE EMETTRICE une attestation confirmant la liste des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES détruites.

9.1.2 La PARTIE RECIPIENDAIRE n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve qu'elles satisfont à l'un au moins des critères suivants :

- a) elles étaient accessibles au public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais en l'absence de toute faute de la PARTIE RECIPIENDAIRE,

- b) elles étaient licitement en sa possession avant de les avoir reçues de la PARTIE EMETTRICE,
- c) elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer, de manière licite, sans restrictions ni violation des présentes stipulations,
- d) leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la PARTIE EMETTRICE,
- e) elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE RECIPIENDAIRE n'ayant pas eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Dans le cas où la communication d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La PARTIE RECIPIENDAIRE s'engage, dans la mesure où elle est autorisée à le faire, à informer immédiatement et préalablement à toute communication la PARTIE EMETTRICE afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

9.1.3 Sans préjudice des articles 7 et 8, il est expressément convenu entre les PARTIES que la communication par les PARTIES entre elles d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, au titre de l'ACCORD, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la PARTIE RECIPIENDAIRE un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

9.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

9.2.1 Dans le respect des stipulations de l'article 9.1, tout projet de communication par l'une des PARTIES, notamment par voie de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif aux RESULTATS COMMUNS ou intégrant les RESULTATS PROPRES, les CONNAISSANCES PROPRES ou les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES des autres PARTIES, devra recevoir, pendant la durée de l'ACCORD et les six (6) mois qui suivent l'année qui suit son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des autres PARTIES concernées.

Le projet de publication ou de communication transmis aux autres PARTIES concernées devra comporter le plus d'informations possible sur ladite publication ou communication pour permettre à celles-ci, dont l'autorisation est requise, de se prononcer.

Ces autres PARTIES feront connaître leur décision dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ; ou
- à demander que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES leur appartenant soient retirées du projet de communication ; ou
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de communication sont de nature à porter un réel préjudice à l'EXPLOITATION des CONNAISSANCES PROPRES et/ou des RESULTATS dans de bonnes conditions ou aux intérêts scientifiques de l'une des PARTIES.

Ces modifications ne doivent pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication ou communication ; ou

- à demander que la communication soit différée si des causes réelles et sérieuses leur paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle. Toutefois, aucune des PARTIES ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

En l'absence de réponse d'une PARTIE à l'issue de ce délai de trente jours (30) calendaires, son accord sera réputé acquis.

A l'issue du délai de six (6) mois, toute publication ou communication se fera dans le respect des obligations de confidentialité stipulées à l'article 9.1 ci-avant.

Toutefois, les PARTIES pourront librement publier ou communiquer les informations portant sur les CONNAISSANCES PROPRES et/ou les RESULTATS PROPRES leur appartenant dans la mesure où cela n'a pas pour conséquence la divulgation d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES appartenant aux autres PARTIES et dans la mesure où de tels projets respectent les obligations de confidentialité prévues à l'article 9.1.

Ces communications devront mentionner le concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation du PROJET ainsi que l'aide apportée par l'ANR.

9.2.2 Sous réserve du respect des stipulations de l'article 9.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 9.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au PROJET de produire un rapport d'activité à ou aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au PROJET; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur. Cette soutenance pourra être organisée à huis clos à chaque fois que cela est nécessaire ;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs PARTIES d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs RESULTATS.

9.2.3 Les PARTIES s'engagent à informer préalablement l'ANR de tout projet de publication ou communication relatif au PROJET.

Les PARTIES s'engagent à participer aux actions de communication entreprises et organisées par l'ANR.

ARTICLE 10. RESPONSABILITES – ASSURANCES

10.1 DIPOSITIONS GENERALES

Chaque PARTIE sera responsable de sa PART DU PROJET qu'elle s'engage à exécuter de façon satisfaisante et selon les délais prévus, conformément à l'obligation de moyen mise à sa charge.

Chaque PARTIE s'engage à respecter les termes de sa convention attributive d'aide avec l'ANR, visée en préambule.

Chaque PARTIE s'engage à porter immédiatement à la connaissance du COORDONATEUR toutes informations relatives à des faits ou événements susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution du PROJET tels que, notamment, toutes difficultés techniques rencontrées ou retard prévisible. Lesdits faits ou événements devront être communiqués au COORDONATEUR conformément à l'article 5.1.3.

10.2 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chacune des PARTIES reste responsable, dans les conditions du droit commun, de ses propres actes et/ou omissions ainsi que des dommages que ses personnels, salariés, agents, préposés pourraient causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD, et supportera seule les conséquences dommageables qui pourraient en résulter.

Les PARTIES ne pourront en aucun cas être tenues conjointement ou solidairement responsables du préjudice causé à un tiers par une autre PARTIE.

10.3 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES

10.3.1 Dispositions générales

Sous réserve des dispositions de l'article 13, chaque PARTIE sera personnellement responsable vis-à-vis des autres PARTIES de ses défaillances, fautes ou négligences affectant la réalisation du PROJET, ainsi que celles de ses salariés, employés, préposés ou agents et indemniser les autres PARTIES des préjudices directs qui pourraient résulter de telles défaillances, fautes et/ou négligences.

Sauf cas de dommages corporels, les PARTIES conviennent que pour tous les cas de responsabilité d'une PARTIE à l'égard d'une autre PARTIE au titre du présent article et quels que soient la nature, le fondement et les modalités de l'action ou des actions envisagée(s) par les autres PARTIES contre la PARTIE défaillante au titre de l'ACCORD, le montant demandé ne saurait excéder le montant total de l'aide perçue par cette PARTIE de l'ANR dans le cadre du PROJET et conformément aux dispositions financières de la convention signée entre l'ANR et cette PARTIE.

10.3.2 Dommages corporels

Chacune des PARTIES prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque PARTIE est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel de toute autre PARTIE.

10.3.3 Dommages aux biens

Chaque PARTIE est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

10.3.4 Dommages Indirects

Les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

10.4 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Les PARTIES reconnaissent que les CONNAISSANCES PROPRES, les RESULTATS et les autres informations communiquées par l'une des PARTIES à une autre PARTIE dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à EXPLOITATION des CONNAISSANCES PROPRES et/ou des RESULTATS, à leur sécurité, à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique ou à une absence d'erreur ou de défauts, ou à une dépendance par rapport à des droits de tiers.

Ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RESULTATS et ces autres informations sont utilisés par les PARTIES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des PARTIES n'aura de recours contre une autre PARTIE, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RESULTATS et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.

10.5 ASSURANCES

Chaque PARTIE doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD.

Il est entendu que les établissements publics qui sont, au même titre que l'Etat, leur propre assureur, sont dispensés de souscrire une police d'assurance. Toutefois, chacun d'entre eux se réserve la possibilité de souscrire des assurances particulières.

ARTICLE 11. DUREE DE L'ACCORD

L'ACCORD entre en vigueur à la DATE D'EFFET, soit le 15 mars 2018, sous réserve de la signature de l'ACCORD par les PARTIES.

Il est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois, avec possibilité de prolongation décidée par l'ANR.

Dans l'hypothèse où les PARTIES souhaiteraient prolonger la durée du PROJET, une demande écrite devra être formulée au préalable auprès de l'ANR, dans un délai raisonnable avant la fin du PROJET. La prolongation du PROJET devra être autorisée par l'ANR.

Toute prolongation donnera lieu à l'établissement d'un avenant conforme aux exigences de l'ANR et signé des PARTIES.

Les stipulations des articles 7, 8, 9 et 10 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'ACCORD.

ARTICLE 12. RETRAIT OU DEFAILLANCE D'UNE PARTIE

12.1 RETRAIT D'UNE PARTIE

Une PARTIE qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée au COORDONNATEUR et à l'ANR dans les meilleurs délais.

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de cette notification, le COORDONNATEUR convoquera le COMITE à une réunion exceptionnelle, conformément aux dispositions de l'article 5. La PARTIE souhaitant se retirer exposera à cette occasion ses justifications.

Les PARTIES identifieront les conséquences de ce retrait et statueront dans le respect des stipulations de l'article 5.2 ci-avant.

L'exécution de sa PART DU PROJET pourrait, sur décision des autres PARTIES prise au sein du COMITE, être assurée par les soins d'une autre des PARTIES ou d'un tiers désigné par le COMITE.

A l'issue de ce COMITE, conformément aux stipulations de l'article 5.1.2 ci-avant, le COORDONNATEUR transmettra pour décision à l'ANR le compte rendu de la réunion.

12.2 DEFAILLANCE D'UNE PARTIE

Au cas où l'une des PARTIES manquerait aux obligations qui lui incombent et après une mise en demeure du COORDONNATEUR restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois, le COMITE se réunira en présence de la PARTIE défaillante qui ne prendra pas part au vote.

Le COMITE pourra décider sous réserve de l'accord de l'ANR d'exclure la PARTIE défaillante du PROJET et ainsi décider de la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard. Le cas échéant, le COMITE devra répartir la PART DU PROJET de la PARTIE défaillante entre les autres PARTIES restantes ou la confier en tout ou partie à un tiers, sous

réserve de l'accord de l'ANR, ledit tiers étant alors subrogé dans tous les droits et obligations revenant à la PARTIE défaillante au titre de l'ACCORD.

12.3 PARTIE EN DIFFICULTE

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'une PARTIE, le COORDONNATEUR se chargera :

- de mettre l'administrateur ou liquidateur judiciaire en charge de ladite procédure, ou le cas échéant le débiteur, en demeure de poursuivre ou résilier l'ACCORD ;
- d'avoir une réponse explicite de l'administrateur, du liquidateur judiciaire ou le cas échéant du débiteur ; l'ACCORD sera résilié de plein droit à l'égard de la PARTIE concernée dans le cas où ladite mise en demeure resterait plus d'un (1) mois sans réponse ;
- d'informer par écrit l'ANR de toutes les démarches précitées.

A l'issue de telles démarches, l'ANR, sur proposition des PARTIES, décidera de la poursuite du PROJET.

L'exécution de la PART DU PROJET de la PARTIE exclue pourra être assurée par les soins d'une autre PARTIE ou d'un tiers désigné par le COMITE.

12.4 CONSÉQUENCES DU RETRAIT OU DE L'EXCLUSION D'UNE PARTIE

Dans les cas prévus aux articles 12.1 à 12.3, le COORDONNATEUR fera part à l'ANR de la solution retenue par le COMITE. Dans le cas où le COMITE désigne un tiers pour remplacer la PARTIE exclue ou qui se retire, le COORDONNATEUR demandera son approbation à l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 12.1 à 12.3 et 15, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET concernée. En outre, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant ses DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, relatifs à ses CONNAISSANCES PROPRES et RESULTATS, pour la poursuite du PROJET et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RESULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES PROPRES, dans les conditions de l'article 8 ci-avant.

Les licences concédées par la PARTIE exclue ou qui se retire ainsi que les droits prévus au titre de l'article 8 ci-avant seront maintenus pour la durée qui leur est propre. Les engagements contractés par la PARTIE exclue ou qui se retire au titre de ces mêmes articles relativement à la concession de licences aux autres PARTIES du PROJET sur ses CONNAISSANCES PROPRES ou ses RESULTATS PROPRES perdureront pendant la durée des droits correspondants.

Le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE ne dispense pas ladite PARTIE de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres PARTIES à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

La PARTIE exclue ou qui se retire de l'ACCORD perd le bénéfice des droits concédés ou qui auraient pu lui être concédés, sur les CONNAISSANCES PROPRES et/ou les RESULTATS des autres PARTIES au titre de l'article 8 ci-avant.

La résiliation de l'ACCORD prendra effet de plein droit à la date de réception de la notification de la décision du COMITE.

Dans le cas de l'impossibilité de trouver une solution de remplacement (c'est-à-dire aucune PARTIE ni aucun tiers n'est en mesure de se substituer à la PARTIE exclue ou qui se retire au titre des articles 12.1 à 12.3 et 15), et dans la mesure où l'abandon de la PART DU PROJET en question affecte la réalisation du PROJET dans son ensemble, le COMITE proposera les modalités d'arrêt du PROJET à l'ANR. Après décision de l'ANR, l'ACCORD prendra alors fin avec l'apurement des comptes.

ARTICLE 13. FORCE MAJEURE

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations due à un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1148 du code civil et de la jurisprudence des tribunaux français.

La PARTIE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser le COORDONNATEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. Le COORDONNATEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Les délais d'exécution de la PART DU PROJET concernée pourront être prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les PARTIES et l'ANR.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de trois (3) mois, les PARTIES se réuniront au sein du COMITE afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du PROJET y compris par l'exclusion de la PARTIE qui subit la force majeure, sous réserve de l'accord de l'ANR.

Le COORDONNATEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du PROJET.

ARTICLE 14. CORRESPONDANCE

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation du présent ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTIES indiquées ci-après. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTIES, être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie ou par courrier électronique avec accusé de réception immédiatement confirmé par courrier simple dans ces deux derniers cas et sera réputé valablement fait à compter de l'envoi par la PARTIE émettrice.

Pour Aix Marseille Université

Direction de la Recherche et de la Valorisation

Adresse : 58, Bd Charles Livon – 13284 Marseille cedex 7

Tél : 04.91.39.65.28

Courriel : karine.wepierre@univ-amu.fr / isabelle.prado@univ-amu.fr

Pour EA 4163 GRePS – Université Lyon 2

Adresse : Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales - 86 rue Pasteur – 69365 Lyon Cedex 07

Tél : 04 78 69 74 72

Courriel : dred.projets@univ-lyon2.fr

Pour DERMG

Adresse : Département d'enseignement et de recherche en médecine générale

Tél : 04.93.37.77.49

Courriel : david.darmon@unice.fr / Laura.bruley@unice.fr

Pour dmd Santé

Adresse : 55 rue la Boétie, 75008, Paris

Tél : 07 82 99 12 76

Courriel : mobin.yasini@mhealth-quality.eu

Pour D2IM

Adresse : 1, rue de Germont, Cours Leschevin, P21 3ème étage, 76031 Rouen

Tél : 02 32 88 88 29

Courriel : stefan.darmoni@chu-rouen.fr

Pour SILK

Adresse : 40, bis avenue du Général Patton – 49000 ANGERS

Tél : 02 41 18 26 26

Courriel : contact@silk-info.com

Toute communication relative à la gestion technique du PROJET devra être effectuée auprès des personnes suivantes :

Pour Aix Marseille Université SESSTIM

Nom : Jean-Charles DUFOUR

Tel : 04 91 32 46 00

Email : jean-charles.dufour@univ-amu.fr

Pour Groupe de Recherche en psychologie sociale, GRePS -EA 4163-, Université Lyon 2

Nom : Marie PREAU

Adresse : 5 avenue Pierre Mendes-France 69500 Bron

Tél : 04 78 77 31 63

Courriel : marie.preau@univ-lyon2.fr

Pour DERMG

Nom : David DARMON

Adresse : Département d'enseignement et de recherche en médecine générale

Tél : 04.93.37.77.49

Courriel : david.darmon@unice.fr

Pour dmd Santé :

Nom : Mobin YASINI

Adresse : 55 rue la Boétie 75008 Paris

Tél : 07 82 99 12 76

Courriel : mobin.yasini@mhealth-quality.eu

Pour le Département d'Informatique et d'Information Médicales (D2IM) du CHU Hôpitaux de Rouen

Nom : Stéfan DARMONI

Adresse : 1, rue de Germont, Cours Leschevin, P21 3ème étage, 76031 Rouen

Tél : 02 32 88 88 29

Courriel : stefan.darmoni@chu-rouen.fr

Pour SILK Informatique (SILK)

Nom : Christian SIMON

Adresse : 40, bis avenue du général Patton – 49000 ANGERS

Tél : 02 41 18 26 26

Courriel : chsimon@silk-info.com

Chacune des PARTIES devra informer les autres PARTIES, par écrit, d'un changement d'adresse dans les meilleurs délais.

ARTICLE 15. INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT – CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD est conclu *intuitu personae*. En conséquence, aucune PARTIE n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'accord préalable et écrit des autres PARTIES et de l'ANR.

En cas de changement de contrôle au sens des articles L 233-1 et L 233-3 du Code de commerce, la PARTIE affectée s'engage à en informer sans délai le COORDONNATEUR et l'ANR.

Le COORDONNATEUR convoquera le COMITE à une réunion extraordinaire qui :

- pourra résilier l'ACCORD à l'égard de la PARTIE affectée, celle-ci ne prenant pas part au vote, ou
- devra résilier l'ACCORD à l'égard de la PARTIE affectée dans le cas où l'ANR imposerait l'exclusion de cette dernière.

ARTICLE 16. DROIT APPLICABLE – LITIGES

L'ACCORD est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de l'ACCORD, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COMITE, puis de leurs autorités respectives.

Au cas où les PARTIES ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la PARTIE la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

ARTICLE 17. STIPULATIONS DIVERSES

17.1 NULLITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serai(en)t contraire(s) à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les PARTIES feraient les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur et les PARTIES feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'ACCORD.

17.2 OMISSIONS

Le fait, par l'une ou l'autre des PARTIES d'omettre de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par ladite PARTIE à s'en prévaloir ultérieurement.

17.3 MODIFICATION

L'ACCORD annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les PARTIES sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les PARTIES sur cet objet. Sauf stipulation contraire de l'ACCORD, aucune addition ou modification aux termes de l'ACCORD n'aura d'effet à l'égard des PARTIES à moins d'être faite par avenant écrit aux présentes, et signé par leurs représentants respectifs dûment habilités.

17.4 LISTE DES ANNEXES

Sont annexés à l'ACCORD pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

- Annexe 1 : Description technique du PROJET ;
- Annexe 2 : Liste des CONNAISSANCES PROPRES ;
- Annexe 3 : Composition du COMITE ;
- Annexe 4 : Liste des sous-traitants autorisés.

Fait en six (6) exemplaires, dont un pour chacune des PARTIES :

Pour **Aix-Marseille Université**

Fait à Marseille _____ le _____

Nom : Yvon BERLAND

Fonction : Président

Pour **D2IM**

Fait à _____ le _____

Nom :

Fonction :

Pour **dmd Santé**

Fait à _____ le _____

Nom :

Fonction :

Pour **DERMG**

Fait à _____ le _____

Nom :

Fonction :

Pour le **GRePS**

Fait à _____ le _____

Nom :

Fonction :

Pour **SILK Informatique**

Fait à _____ le _____

Nom :

Fonction :

ANNEXE 1 – DESCRIPTION TECHNIQUE DU PROJET

La description technique du PROJET correspond au document scientifique soumis et accepté par l'ANR et fait partie intégrante du présent ACCORD.

ANNEXE 2 – LISTE DES CONNAISSANCES PROPRES

Sciences Economiques et Sociales de la Santé et Traitement de l'Information Médicale (SESSTIM)

Le SESSTIM apporte dans le projet ses connaissances concernant :

- 1) La modélisation, l'implémentation et la mise en œuvre de systèmes d'aide à la décision et pour la production d'outil d'édition et de structuration des connaissances médicales afin de les exprimer sous forme de règle de décision interprétables automatique ou semi-automatique par un programme informatique. Ces connaissances et compétences ont été, préalablement au projet ApiAppS, développées dans le cadre des référentiels de bonnes pratiques et autres guides visant à décrire le processus médical adapté aux données du patient.
- 2) Les formalismes et les standards spécialisés dans la représentation des données du patient afin d'en faciliter l'interprétation et l'inférence par des systèmes d'aide à la décision automatisés.
- 3) L'élaboration et la conduite des études qualitatives dans le champ des sciences humaines et sociales afin d'explorer les problématiques individuelles et sociales liées à la mise à œuvre de divers outils de prise en charge dans le champ de la santé.

Département de l'Informatique et de l'Information Médicale (D2IM) du CHU Hôpitaux de Rouen

Le Département de l'Informatique et de l'Information Médicale (D2IM) du Centre Hospitalier Universitaire de Rouen est spécialisé dans l'ingénierie des connaissances, la modélisation et la fouille de données et la Recherche d'Information. D'abord uniquement dédié à la discipline documentaire en Santé, l'équipe travaille également activement depuis 2005 sur la thématique des Terminologies/Ontologies de Santé.

Le D2IM apporte dans le projet l'outil HeTOP (<https://www.hetop.eu>) et surtout son contenu multi-terminologique pour structurer l'information au maximum. Ce contenu n'appartient pas en totalité au D2IM car la plupart des terminologies sont éditées par divers acteurs, publics ou privés. Cependant, dans le cadre de la Recherche, des licences sont disponibles pour exploiter gratuitement ces ressources.

De plus, le D2IM mettra à disposition son outil ECMT (Extracteur de Concepts Multi-Terminologique) qui permet d'identifier des concepts médicaux au sein de textes libres en langue française. Cet outil repose essentiellement sur des techniques de Traitement Automatique du Langage Naturel (TALN) et sur le portail précédemment cité, HeTOP.

Enfin, le D2IM apportera dans le projet l'outil InfoRoute et les méthodes de conceptions de bases documentaires pour optimiser l'indexation des ressources DMD (apps) et faciliter leur interrogation par un service distant.

Les connaissances associées à ces outils sont :

- Gestion et maintenance des terminologies de santé au sein de l'outil HeTOP
- Méthodes d'IA et de Traitement Automatique du Langage Naturel pour identifier des concepts médicaux au sein de textes (outil ECMT)

Méthodes d'interrogation et de Recherche d'Information dans les bases de données.

SILK Informatique

Responsable scientifique : M. Christian SIMON

En ce qui concerne SILK Informatique, il est convenu entre les Parties, au meilleur de leurs connaissances

Les Connaissances Propres suivantes sont identifiées et approuvées dans le cadre du Projet. Les limitations et/ou Conditions particulières sont les suivantes

Descriptions des Connaissances Propres	Limitations et / ou conditions spécifiques de mise en œuvre dans le cadre du Projet	Limitations et / ou conditions spécifiques d'Utilisation et/ou d'Exploitation
Logiciel éO de gestion de cabinet médical et structure médico-sociale	Utilisable en version exécutable pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet	Utilisable en version exécutable pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet
Gestion et représentation des données patients dans un logiciel métier	Utilisable en version exécutable pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet	Aucune exploitation et utilisation autre que par SILK ou accord spécifique de SILK
Interopérabilité entre un logiciel métier et un module externe	Contribution au lien portail ApiApps et moteur de connaissance	Aucune exploitation autre que par SILK ou accord spécifique de SILK

Cela représente le statut au moment de la signature de cet accord de consortium.

Dmd Santé

Responsable scientifique : Mobin YASINI

Dmd Santé est spécialisé dans l'audit des solutions numériques en santé (applications mobiles, objets connectés, portails web). Le processus d'évaluation est conforme avec les recommandations de bonnes pratiques publiées par la Haute Autorité de Santé en France, ANSM et ANSSI.

Dmd Santé apporte dans le projet ApiApps un store de solutions de qualité, et sélectionne et propose des solutions selon les requêtes reçues depuis les autres composants du système. Les caractéristiques des requêtes reçues et les réponses adaptées seront définies prochainement dans le projet.

Descriptions des Connaissances Propres	Limitations et / ou conditions spécifiques de mise en œuvre dans le cadre du Projet	Limitations et / ou conditions spécifiques d'Utilisation et/ou d'Exploitation
Méthode de labellisation mHealth Quality	La certification est un processus en amont du Projet. Les outils certifiés venant s'implémenter dans le store utilisé dans le cadre du Projet	Aucune exploitation en dehors de communication des résultats
Le store mHealthQuality rassemblant des solutions numériques en santé	Utilisable pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet	Utilisable pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet
Gestion des requêtes adressée au store mHealthQuality et représentation des éléments d'informations retournés par le store mHealthQuality sous forme de texte (nom et descriptions des solutions), d'images (ex : logo d'une app), etc.	Utilisable (après développement) pour l'étude de faisabilité et la communication sur le projet	Aucune exploitation et utilisation autre que par dmd Santé ou accord spécifique de dmd Santé
Connaissances générales des principes d'interopérabilité avec un dossier patient informatisé et/ou un module externe fournissant des requêtes	Contribution à la mise en place, au sein du store mHealthQuality, de mécanismes d'interopérabilité génériques	Aucune exploitation autre que par dmd Santé ou accord spécifique de dmd Santé

Cela représente le statut au moment de la signature de cet accord de consortium.

EA 4163 GRePS

Le GRePS apporte son expertise quant aux aspects psychosociaux pertinents à explorer dans les usages, croyances et représentations en lien avec l'usage des applications de santé. Via ses ancrages théoriques et méthodologiques ainsi que son expertise sur le sujet de la santé connecté, le laboratoire GRePS permettra de mettre en place un recueil de données quantitatives adapté aux populations concernées.

Département d'Enseignement et de recherche en Médecine Générale (DERMG) de Nice

Le DERMG est en charge de la formation des médecins généraliste pour l'université Nice Sophia Antipolis membre de l'université côte d'azur. Ces enseignants chercheurs étudient tous les aspects de l'activité de médecine générale.

Le DERMG apporte dans le projet ses connaissances concernant :

- 1) L'élaboration et la conduite des études qualitatives dans le champ des sciences humaines et sociales afin d'explorer les problématiques individuelles et sociales liées à la mise à œuvre de divers outils de prise en charge dans le champ de la santé.
- 2) L'extraction, la gestion, le post traitement et l'analyse des données issues de dossiers médicaux informatisés.
- 3) Le dispositif SALT (Simulation and active learning for telemedicine) laboratoire d'usage et de formation des technologies de l'information dans le domaine de la santé.
- 4) Le réseau de collecte de données de consultation en médecine générale dans le cadre notamment du Projet PRIMEGE PACA.
- 5) Le réseau des maîtres de stage des université et internes en médecine générale qui lui est affilié.

ANNEXE 3 – COMPOSITION DU COMITE

Le comité de suivi de suivi du projet est composé des personnes suivantes :

- Jean-Charles DUFOUR (SESSTIM)
- Stefan DARMONI (D2IM)
- Mobin YASINI (dmd Santé)
- Christian SIMON (SILK informatique)
- David DARMON (DERMG)
- Marie PREAU (GRePS)

ANNEXE 4– LISTE DES SOUS-TRAITANTS AUTORISES

Néant